

Questions orales

Je demanderai des rectifications en autant que mon collègue accepte d'étoffer, de façon très précise, ses allégations concernant les violations en question.

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, du vice-premier ministre, du ministre de l'Énergie et du ministre de l'Environnement, j'ai bien peur d'avoir à poser ma question. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Que le député aille droit au but.

M. Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il est présent.

Le document de discussion sur l'environnement présenté par le gouvernement fait ressortir la nécessité de réduire les émissions de gaz produisant l'effet de serre, par exemple le dioxyde de carbone, ce qui fait écho à certaines déclarations du premier ministre. L'automne dernier, le ministre de l'Énergie lui-même avait déclaré: «Les meilleurs moyens de réduire les émissions de dioxyde de carbone, ce sont l'atteinte de l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie.» Pourtant, le gouvernement a réduit les crédits des programmes ayant ces objectifs de 92 p. 100 depuis 1984.

Le gouvernement se prémunira-t-il contre de nouvelles accusations d'hypocrisie patente en rétablissant les budgets de ces programmes au moins à leurs niveaux de 1984, ce qui aurait pour effet presque immédiat d'empêcher le gaspillage d'énergie et placerait le Canada dans une position avantageuse en prévision du développement durable vers lequel se dirige le monde?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, en l'absence de son chef, le Nouveau Parti démocratique a atteint de nouveaux abîmes pour ce qui est de la qualité de ses députés qui posent des questions.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je crois que le document publié hier par le ministre de l'Environnement énumère certains moyens susceptibles d'aider à instaurer des habitudes plus respectueuses de l'environnement. Certains font appel à la taxation, d'autres à la réglementation, notamment en faisant payer les pollueurs et les usagers. Il y a un large éventail de mesures pouvant amener les Canadiens, tant les particuliers que les entreprises, à s'adonner à des activités et à adopter des habitudes moins polluantes. Ce sont tous là des aspects qui

seront abordés dans le cadre des consultations sur l'environnement.

Je suis convaincu que ces consultations donneront d'excellents résultats et qu'elles conduiront à l'élaboration d'un plan d'action très efficace.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je m'adresse au ministre des Finances. J'aimerais lui demander tout net s'il pourrait répondre à la question précédente qui signalait clairement que depuis six ans, son gouvernement a réduit de 93 p. 100 les crédits alloués aux sources d'énergie de remplacement.

S'il a vraiment foi dans ce document remis au goût du jour, le ministre pourrait-il, comme preuve de sa bonne foi, ordonner de rétablir les 93 p. 100 de crédits que son gouvernement a éliminés? Pourrait-il rétablir le plein financement des études portant sur les sources d'énergie de remplacement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Au moment de poser leurs questions, monsieur le Président, la députée et celui qui l'a précédée ont tous les deux mis l'accent sur un seul élément de la politique environnementale. Or, notre politique environnementale comporte des éléments d'une grande variété.

Les crédits que nous avons affectés à l'environnement ont augmenté depuis 1984 et continueront d'augmenter. Je répondrai à la députée, ainsi que j'ai répondu à son chef, que le budget comporte des réserves qui nous permettront de donner suite à la consultation et de mettre en oeuvre un vigoureux plan d'action environnemental, mais ce plan d'action n'apparaîtra qu'à l'issue de la consultation.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, les propres documents du ministre révèlent que les Canadiens sont les plus grands utilisateurs d'énergie au monde. Comment diable pourrait-il justifier la décision de son gouvernement de réduire de 93 p. 100 les crédits qu'il allouait aux sources d'énergie de remplacement?

[Français]

J'ai fouillé dans ces ordures pour quelques heures, essayant de trouver une quelconque solution sur les questions de l'environnement. Ce que j'ai trouvé, monsieur le Président. . .

[Traduction]

Le ministre croit-il vraiment que nous allons véritablement parvenir à restreindre les déchets grâce à l'office de la gestion des déchets dont il propose la création dans ce document?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Ainsi que je l'ai dit dans une réponse précédente, monsieur le Président, il existe toutes sortes de façons d'influencer le comportement des gens. Il y a d'abord les impôts. Il y a